

# MEDWAVES

UNITE DE COORDINATION POUR LA MEDITERRANEE • BULLETIN D'INFORMATION PUBLIE EN FRANCAIS ET EN ANGLAIS • OCTOBRE - DECEMBRE 1986 • NUMERO 7.

VERS UNE NOUVELLE PHASE

## EN TANT QUE GROUPE DE NATIONS, NOUS DEVONS NOUS ENGAGER

*Interview du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et des Travaux Publics, M. Evangelos Kouloumbis*

*Le Plan d'action pour la Méditerranée existe depuis onze ans. Comment la Grèce évalue-t-elle a) ses activités et b) le niveau de coopération entre les divers pays qui y participent? De plus, y-a-t-il là des problèmes et si oui, que propose la Grèce pour les résoudre?*

**E**TANT donné que pratiquement toute nouvelle organisation ou institution connaît certaines difficultés à ses débuts et étant également conscient des caractéristiques particulières de la région méditerranéenne, on peut considérer que les activités du Plan d'action pour la Méditerranée ont été jusqu'à présent très positives. Depuis onze ans, les représentants de pays aux langues, traditions, cultures, religions, niveaux de développement économique et choix politiques différents se sont réunis autour d'une seule table, ont discuté et ont tranché sur une question qui les unit tous: à savoir, protéger de la pollution une mer qu'ils partagent tous, la Méditerranée.

Il faut sauvegarder, utiliser au maximum et étendre cette coopération entre les pays, et ce, en dépit des différences qui parfois sont importantes.

Le Plan d'action pour la Méditerranée peut entreprendre nombreuses autres activités: ce que démontre clairement la Déclaration de Gênes. Une bonne coopération entre les diverses nations est une condition préalable essentielle pour atteindre nos objectifs communs.

Il faut là mentionner certains points importants qui ont pu précéder lors de la mise en oeuvre du Plan d'action:

**a)** au début, certaines Parties contractantes ont joué un rôle décisif dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée, il faut reconnaître à juste titre quelle fut leur contribution. Cependant, le moment est maintenant venu que tous les pays méditerranéens deviennent actifs et prennent des initiatives afin d'assurer la continuité de la réussite du PAM. L'Unité de coordination pourrait peut-être y contribuer en donnant des listes de sujets présentant un intérêt pour chaque Partie contractante séparément qui éventuellement constitueraient des domaines d'activité dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée pour les prochaines années à venir;

**b)** jusqu'à présent, l'accent a été mis sur les aspects techniques du problème. C'était nécessaire. A partir de maintenant, le PAM doit impliquer plus directement les citoyens des pays méditerranéens. Il doit diffuser les informations et convaincre les peuples qu'il ne s'agit pas simplement de belles paroles mais d'un effort sérieux. La meilleure façon de prouver qu'il y a volonté politique est de prendre des mesures concrètes;

**c)** c'est pour nous un fait très positif que le PAM, par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée, soit devenu ces dernières années financièrement indépendant.

Les conditions économiques dans le monde sont telles qu'il est impératif que cette indépendance continue et que les divers pays versent leur contribution au niveau qui a été fixé pour chacun d'entre eux.

Ce sera une autre preuve que la volonté politique existe et que l'environnement constitue un élément essentiel de la politique de développement de toute Partie contractante. Notre pays qui abrite le Plan d'action pour la Méditerranée cherche particulièrement à surmonter toutes les difficultés existantes afin que le PAM puisse continuer à fonctionner sans encombre et avec succès.

*Comment la Grèce évalue-t-elle les résultats obtenus jusqu'à présent dans l'application des trois protocoles relatifs de la Convention de Barcelone?*

**J**E VOUDRAIS faire là une distinction. L'application du troisième protocole ne peut être évaluée de la même façon que celle du premier et du second. En dépit du fait que les données disponibles concernant l'application des deux premiers protocoles soient encore incomplètes, le tableau d'ensemble est positif.

Le troisième protocole, celui relatif à la pollution d'origine tellurique, est le plus récent (la Grèce l'a ratifié par la loi/1634 du 18 juillet 1986) et aussi le plus différent quant à son application. Il présuppose une bonne connaissance de la situation, des études et une recherche scientifique, des dispositions juridiques au niveau national, peut-être même des changements dans les structures administratives et ne peut donc être appliqué que graduellement et avec précaution.

*Quelle action la Grèce envisage-t-elle après l'entrée en vigueur du Protocole relatif aux aires spécialement protégées, étant donné qu'elle possède plusieurs zones entrant dans le cadre de ce dernier?*

**L**E PROTOCOLE relatif aux aires spécialement protégées est entré en vigueur après sa ratification par la Grèce (loi/1634 du 18 juillet 1986), ce qui nous rend plus conscients encore de l'importance de cette question et de nos propres responsabilités. La Grèce possède plusieurs biotopes d'importance internationale, méditerranéenne et européenne. Afin de protéger ces zones, la Grèce a élaboré un programme national. Des études sont actuellement menées concernant:

- la mise en oeuvre de la Convention RAMSAR qui couvre onze zones côtières marines en Grèce, en termes de démarcation et de protection renforcée;
- le Programme CORINE des Communautés économiques européennes (étude écologique) et
- le Rapport sur l'état de l'environnement en Grèce. Nous allons ainsi pouvoir contribuer de manière importante à l'application de la Déclaration de Gênes en créant nos réseaux de zones protégées marines et littorales en Méditerranée.



**NOUS NE SOMMES  
PAS PROPRIETAIRES  
DE CETTE TERRE**

*Editorial invité, voir p.3.*

De plus en Grèce, deux parcs naturels nationaux sont déjà spécialement protégés ainsi que quatre forêts littorales d'une grande beauté, deux sites naturels marins/côtiers et trois autres biotopes sous protection juridique.

Plus spécifiquement:

Dans les Sporades, on poursuit les études sur le phoque-moine, *Monachus monachus*; ces études sont co-financées par la CEE. Des

préparatifs sont en cours pour créer et faire fonctionner un parc marin, en impliquant la population locale et les pêcheurs de la région.

De plus, le Ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics de Grèce a pris ce mois-ci une décision. Il a défini les conditions de l'utilisation des côtes à Zante afin de protéger la tortue carouane, *Caretta caretta*.

En outre, la nouvelle loi-cadre sur l'environnement (loi 1650/Journal officiel 160/A/16 octobre 1986) prévoit la publication d'un décret présidentiel sur la protection des espèces menacées ainsi que la sauvegarde et la gestion des aires sensibles.

*On constate dans certaines régions de Grèce un accroissement de la pollution marine due aux déchets industriels et municipaux. Comment le Gouvernement se propose-t-il de résoudre le problème?*

**L**E GOUVERNEMENT grec a recherché la solution par l'élaboration de projets de grande envergure pour la collecte, le traitement et le rejet des déchets liquides dans tout le pays. La priorité a été accordée aux villes du littoral afin de réduire les niveaux de pollution marine. Des projets à grande échelle sont en cours de réalisation à Athènes et à Thessalonique, qui permettront de diminuer la pollution dans les golfes Saronique et Thermaïque.

D'autres projets concernant des villes telles qu'Héraklion, Volos, Réthymnon, Chalkis, Corinthe, etc. sont en cours de construction ou au stade de planification. A ce sujet, nous répondons à nos obligations découlant de la Déclaration de Gènes quant à la construction d'installations d'épuration pour les déchets urbains.

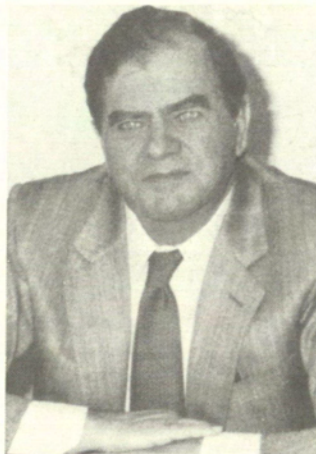
Nous avons aussi mis en place un programme pour la construction de stations de déballastage dans les principaux ports grecs. La loi grecque sur l'environnement prévoit un réseau intégré/complet pour la protection des ressources en eau du pays, puisqu'elle indique des normes pour tous les types de déchets et pour le milieu récepteur. Plus particulièrement, cette loi impose qu'une évaluation de l'impact sur l'environnement soit faite avant qu'un permis ne soit délivré pour la construction d'une usine d'importation.

*Comment le Gouvernement a-t-il essayé de réduire la pollution atmosphérique à Athènes et éviter qu'un tel phénomène apparaisse dans d'autres grandes villes de Grèce?*

**A**CTUELLEMENT, le Gouvernement grec met en oeuvre le second plan quinquennal de lutte contre la pollution atmosphérique à Athènes. Dans le cadre du premier plan, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures d'ordre institutionnel, administratif et technique. Par exemple, nous avons pris des mesures pour améliorer la qualité des divers types de carburant, ce qui a résulté en une baisse des niveaux de plomb dans l'air et dans le sang de la population générale et une diminution du niveau de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Aujourd'hui, ces deux dangereux polluants ne constituent plus un problème.

De plus, nous avons pris des mesures pour les véhicules à moteur: par exemple, la construction de centres de contrôle technique des véhicules, la mise en place de contrôles d'émission des véhicules, le remplacement des anciens autobus par de nouveaux, la modernisation des lignes électrifiées de chemins de fer, l'élaboration de programmes de formation pour spécialistes et d'un programme d'information destiné au grand public. De plus, nous avons mis l'accent sur l'industrie et les systèmes de chauffage central avec inspection de ces systèmes, l'extension du réseau de distribution de gaz dans la ville, des restrictions de fonctionnement pour les installations industrielles et autres qui polluent.

En ce qui concerne les mesures institutionnelles et administratives, on peut mentionner entre autres: la désignation d'équipes pour le contrôle de la qualité de l'environnement, une nouvelle loi sur les accidents provoquant une pollution de l'environnement, la création des Autorités d'Athènes et le regroupement des services appropriés du Ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics.



Notre second plan quinquennal de lutte contre la pollution à Athènes comprend des mesures spéciales pour toutes les sources de pollution, fondées sur les conclusions de toute une série d'études techniques et économiques. Ces mesures touchent toute la structure urbaine et nous avons bon espoir de trouver une solution au problème.

En ce qui concerne le reste du pays, onze villes sont déjà couvertes par des systèmes de surveillance automatique de la pollution atmosphérique, pour pouvoir procéder à un diagnostic précoce et précis. Nous avons créé les Autorités de Thessalonique pour contrôler tant la mise en oeuvre du Plan-directeur de la ville que le Programme de protection de son environnement. De manière plus générale, la loi sur l'environnement et nos politiques d'aménagement du territoire sont les fondements sur lesquels repose la prise de décision afin de ne pas répéter les erreurs du passé.

*Pourrait-on utiliser des fonds des Programmes intégrés méditerranéens pour la protection des mers grecques?*

**N**OUS avons déjà inclus dans les Programmes intégrés méditerranéens une proposition de financement d'un vaste réseau de surveillance continue de la qualité des eaux de réception. De plus, ces Programmes prévoient certaines possibilités de financement pour la construction de projets spécifiques ayant pour objectif de protéger le milieu marin.

*La Quatrième réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention de Barcelone se tiendra ici à Athènes en septembre. Avez-vous l'intention de saisir cette occasion pour promouvoir une nouvelle initiative dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée ou de proposer une nouvelle démarche? Si oui, quelles seront les grandes lignes de votre proposition?*

**L**A QUATRIEME réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention de Barcelone aura lieu à Athènes au mois de septembre 1987. Cette réunion coïncide avec la douzième année du Plan d'action pour la Méditerranée et également avec l'Année Européenne de l'Environnement. Ce pourrait être l'occasion pour nous tous de nous diriger dans les directions suivantes:

- convaincre les citoyens des pays méditerranéens et les touristes qui s'y rendent de l'intérêt porté par nos gouvernements au PAM ainsi que de l'utilité de ce dernier. Ce qui pourrait être obtenu s'il est clair que nous allons vers une nouvelle phase, celle de la mise en oeuvre. Il y aura pour nous des questions spécifiques sur lesquelles, en tant que groupe de nations, nous sommes prêts à nous engager, comme par exemple: la création d'un réseau d'aires marines/côtières spécialement protégées en Méditerranée et l'adoption de normes de qualité de l'eau de mer, sur une base cas par cas;

- informer le public et l'engager dans une série d'activités à organiser en même temps que la Conférence des Parties contractantes, telles que:

- une exposition sur les activités du PAM,
- la présentation du Rapport sur l'état de l'environnement en Grèce, en mettant l'accent sur le milieu marin,
- des concours d'affiches avec des prix décernés aux meilleures,
- une couverture de presse et de mass-média sur les objectifs du PAM et les décisions prises par la réunion.

La Grèce, pays-hôte du siège du Plan d'action pour la Méditerranée et qui accueillera la prochaine réunion des Parties contractantes, n'épargnera aucun effort pour assurer le succès des activités mentionnées ci-dessus ainsi que toutes les autres initiatives appropriées qui seront éventuellement proposées.

# EL PAIS

## LA POLLUTION EN MEDITERRANEE S'EST ATTENUÉE

Cependant, en dépit des efforts effectués par les pays situés sur son pourtour, les écologistes considèrent que plus de 70% des déchets sont encore déversés dans la mer sans traitement préalable.

Le groupe écologiste Greenpeace avance de son côté que chaque année deux millions de tonnes de pétrole brut sont déversées en Méditerranée, soit un tiers du total des déversements de pétrole effectués dans le monde entier.

En dépit du fait que, dans l'ensemble, la Méditerranée soit saine et que, selon ces mêmes experts et d'autres aussi, il paraît peu vraisemblable qu'elle vienne un jour à mourir, des chercheurs espagnols ont récemment déclaré qu'il faudrait supprimer aussi vite que possible les grands foyers de pollution. Mais pour y parvenir, une difficulté doit être surmontée: le coût élevé de l'opération, à savoir environ 34 millions de pesetas.

EL PAIS 8/9/86

# The New York Times

## LA MEDITERRANEE POLLUEE EN VOIE DE GUERISON

La Méditerranée, une mer dont il était à la mode il n'y a pas si longtemps de prédire une mort par pollution, est en voie de rétablissement, affirme un fonctionnaire des Nations Unies qui dirige une campagne pour la nettoyer à laquelle participent 17 nations.

Lorsque la Convention a été conclue il y a dix ans, les eaux usées de toutes les 120 villes du littoral étaient rejetées sans traitement préalable dans la mer. Des fleuves tels que le Rhône, l'Ebre ou le Nil transportaient en Méditerranée des quantités sans cesse croissantes de polluants industriels, agricoles et urbains.

"A présent, Tel Aviv a construit une usine d'épuration; Athènes est également en train d'en construire une; Naples, Gênes, Marseille, Nice, Toulon, Alexandrie et bien d'autres villes en ont installé et sont sur le point de le faire" indique M. Manos.

Le tout dernier accord dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée, qui devrait bientôt entrer en vigueur, est une convention qui vise à demander aux gouvernements d'être responsables de la création d'aires spécialement protégées pour quelques 500 espèces menacées qui se reproduisent en Méditerranée. Parmi elles, les tortues marines, les phoques moines, les pélicans de Dalmatie, les faucons pèlerins.

"Le programme pour la Méditerranée est particulièrement fier de la participation de gouvernements qui habituellement évitent de coopérer à cause de différents d'ordre politique. Israël et les pays arabes, la Grèce, la Turquie et Chypre ne s'adressent peut-être pas la parole directement mais", continue M. Manos, "ils parlent à des tiers sur lesquels ils sont d'accord".

Henry Kamm  
THE NEW YORK TIMES, 21/10/86



## EDITORIAL INVITE

# LE SOLEIL D'AQUARIA

## NOUS NE SOMMES PAS PROPRIETAIRES DE CETTE TERRE

L'éditorial suivant vient de paraître dans le journal à plus grand tirage d'Aquaria, "Le Soleil d'Aquaria":

*"Regarde comme le dauphin danse,  
Ecoute son chant magique,  
Entends son cri de désespoir,  
Et si tu ne peux le comprendre,  
C'est parce que tu nages  
A contre-flots,  
Dans un courant différent".*

MARVIN ELEMAN

Ces paroles de notre poète national semblent les plus appropriées pour s'adresser aux dirigeants de notre nation.

L'Humanité a en fait nagé à contre-courant depuis des années. Aliénée du royaume de la Nature, de ses racines, elle a plongé dans le monde de la Machine.

La Race humaine a fait de la Science un instrument pour comprendre la Nature et la Technologie, un instrument pour modifier le Monde à son propre goût. Peu préparé à acquérir une telle force, l'Homme est devenu tel un Apprenti sorcier. Personne ne peut aujourd'hui prétendre qu'il comprend pleinement la Nature (même si nous avons parcouru un long chemin dans cette direction). Mais ce qui est pire, c'est que même si nous avons les connaissances (ou plutôt, en dépit de nos connaissances et de notre jugement le meilleur), nous tâchons de modifier le monde qui nous entoure, provoquant de graves dommages.

C'est un lieu commun de rappeler (quoiqu'on ne le répètera jamais assez souvent) que nous ne sommes pas propriétaires de cette planète: nous n'en sommes que des locataires passagers.

Nous ne devons pas nous soucier seulement de nous-mêmes (ou de nos enfants). Les dauphins d'Eleman sont un bon symbole.

Mais puisque nous avons les connaissances et le pouvoir (qui nous rendent Maîtres de cette Terre), tout ce dont nous avons besoin, c'est du désir de réparer le chaos que nous avons semé. Avant que le mal que nous faisons ne devienne irréparable.

Se tenir les mains nous paraît la meilleure façon d'agir. Signer des protocoles peut être un moyen sensé, mais les appliquer est, sans aucun doute, l'objectif final.

Alors que nos représentants discutent en ce moment même de la ratification du Protocole relatif aux aires spécialement protégées de la Méditerranée, dans la sombre et majestueuse Chambre des Communes de notre capitale, Carrefour, laissons-les réfléchir. Laissons-les réfléchir sur Salut. Carrefour est une ville de l'intérieur, peu industrialisée. Mais Salut a, depuis des temps lointains, supporté toute la charge de l'industrie, du commerce et du tourisme. Les écosystèmes souffrent. Le nombre de tortues, phoques, oiseaux diminue. Il n'y a pas encore si longtemps, ils étaient les Maîtres de cette côte. Sous peu, on ne les rencontrera plus que dans les vitrines du Musée d'Histoire naturelle. Le dauphin, ce symbole vivant de la Méditerranée, est pourchassé par des pêcheurs exacerbés qui se plaignent des dommages qu'ils représentent pour leur prises et leur filets. Des sites d'une beauté exceptionnelle, tels que le Rocher du Pirate, sont recouverts de boîtes de bière, de sacs et bouteilles en plastique, de goudron, de pneus usés et d'ordures.

Nos pères-fondateurs avaient cité le plus sacré de nos livres dans le Preamble de notre Charte: "Celui qui oublie son prochain, sera oublié par lui".

Nous avons en fait oublié notre plus cher prochain, la Nature, notre Nature.

Malheureusement, nous pouvons être fiers d'avoir battu le plus triste record à ce sujet: la situation à Aquaria est la pire de tous les pays méditerranéens. C'est pourquoi nous devrions faire de notre pays un exemple et nous presser de faire entrer en vigueur le Protocole relatif aux aires spécialement protégées. Pas seulement l'approuver, mais l'appliquer.

Les peuples plus privilégiés de la région tourneront alors leur regard vers nous et verront un phare lumineux qui les conduira dans des eaux plus sûres.

Et puisque l'article débute par un poème, prenons un autre poème pour le clore, poème d'une importance bien plus grande. L'hymne national nous rappelle que:

*"Le bleu profond de sa mer,  
Le vert de ses collines,  
Le turquoise de ses cieux,  
Le sourire de son peuple,  
Voilà tout ce qui fait Aquaria".*

LE SOLEIL D' AQUARIA  
Salut, 2/1/1987

Note du Rédacteur-en-chef du  
MEDWAVES:

*Même si nous avons certaines objections, graves, en ce qui concerne le style de l'auteur et, en dépit du fait qu'évidemment il dramatise de façon exagérée la situation dans son propre pays, nous avons décidé de publier cet éditorial parce qu'il aborde certains des grands problèmes de notre région, quoiqu'il ne le fasse pas de façon scientifique. Nous avons préféré l'éditorial du Soleil d'Aquaria à un autre beaucoup plus important paru le même jour dans le Times d'Aquaria, parce qu'il atteint un public beaucoup plus large.*

# REGARDS SUR

Les scénarios Méditerranéens nous permettent d'extrapoler et

**L**E PLAN BLEU est l'élément de réflexion du Plan d'action pour la Méditerranée sur l'avenir du bassin méditerranéen et sur ses perspectives de développement compatibles avec une gestion judicieuse et une protection convenable de l'environnement.

Le Plan Bleu a été conçu en trois phases (lors de la Réunion intergouvernementale, tenue à Split en 1977):

**La première phase** avait pour thème "COMPRENDRE": Ce projet a dressé un bilan Développement/Environnement des pays riverains de la Méditerranée et a dégagé les tendances fondamentales selon lesquelles les éléments du système méditerranéen pourraient évoluer. Cette analyse est longue de quelques 4000 pages comprenant 12 rapports d'experts.

**La deuxième phase** "IMAGINER" a effectivement commencé en 1985. Elle cherche à explorer les possibilités de développement des pays riverains dans 15 à 40 ans (les horizons étant respectivement 2000 et 2025).

Le Plan Bleu a utilisé différents scénarios comme instruments permettant de définir les tendances (et non pas pour "prédire" l'avenir) afin de fournir aux décideurs des données (et ce qu'ils pensent en déduire) sur ce qui peut advenir à l'environnement fragile de la Méditerranée (mer et surtout zones littorales), en analysant les évolutions possibles sur une échelle régionale. Chaque scénario est établi en fonction de ce que nous appelons une hypothèse de développement.

Cinq grands types de scénarios ont été choisis: trois dits "tendanciels" (qui rapportent les facteurs existants tels quels, avec possibilités de modifications, mais sans véritable remise en cause) et deux dits "alternatifs" (qui emploient de nouvelles possibilités telles que - dans ce cas - d'autres types de développement et de rapports avec l'environnement).

## CINQ FUTURS

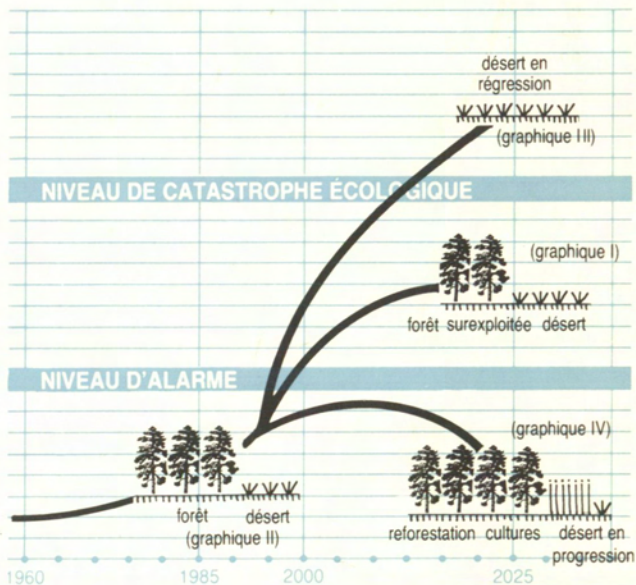
**1** LE PREMIER SCENARIO TENDANCIEL est celui qui est obtenu par extrapolation (raisonnée bien sûr) des principales tendances décelées lors de la première phase du Projet. C'est le scénario de référence. Pour beaucoup de secteurs, tels l'urbanisation, les consommations énergétiques ou alimentaires, dès 2000, certaines tensions tendent à devenir "inacceptables" et les pressions sur l'environnement peuvent dépasser les capacités de charge aujourd'hui admises.

**2** LE DEUXIEME SCENARIO, destiné comme pour tout exercice du même genre à servir en somme de "pôle d'attraction", explore l'aggravation des tendances actuelles. Les effets du "laisser-faire" se sont vite faits sentir dans la croissance des populations, l'urbanisation rapide, l'épuisement accéléré des ressources, des luttes commerciales aiguës entre les nations et les régions.

**3** LE TROISIEME SCENARIO, au contraire, est modéré: il est fondé sur l'hypothèse que les tendances actuelles iront en s'atténuant et que la coopération internationale sera accélérée. Un développement maîtrisé pourrait mener à une croissance démographique plus lente et à une meilleure utilisation de l'espace.

**4** LES DEUX SCENARIOS ALTERNATIFS sont fondés sur un renforcement supposé de l'"Esprit méditerranéen". Le "scénario alternatif de référence" présuppose: un développement auto-centré, une multipolarisation géo-politique, une coopération Nord-Sud efficace, une politique de développement qui utilise mieux les ressources méditerranéennes. Cependant, la situation est rendue plus difficile à cause de l'utilisation de ressources qui sont souvent d'une qualité inférieure. L'environnement serait internalisé au développement, abordé dans un esprit préventif et non curatif.

**5** A la demande de nombreux pays, LE CINQUIEME SCENARIO (ALTERNATIF AGREGÉ) explore les avantages d'une coopération Sud-Sud accrue complétant la coopération Nord-Sud



Obtenu par extrapolation des tendances du passé, une image isolée (graphique I) est généralement de faible valeur scientifique et ne donne qu'une première indication. Un scénario (obtenu en liant le graphique II au graphique I) comprend quatre éléments: une image de départ, par exemple en 1985 (graphique II), une hypothèse d'évolution, un "cheminement" et une image finale, par exemple en 2025 (graphique I). Mais les hypothèses d'évolution sont nombreuses, il n'y a donc pas qu'un seul scénario. En variant le jeu des hypothèses, on peut explorer divers scénarios d'évolution (par exemple ceux qui conduisent du graphique II au graphique III, au graphique I et au graphique IV). Ces scénarios ont été conçus très contrastés.

améliorée. Ce scénario envisage l'agrégation économique régionale de certaines parties du Sud et de l'Est du Bassin méditerranéen, leur ouvrant par conséquent des marchés plus larges et permettant aux pays d'utiliser leurs ressources et leur espace de façon plus rationnelle et efficace.

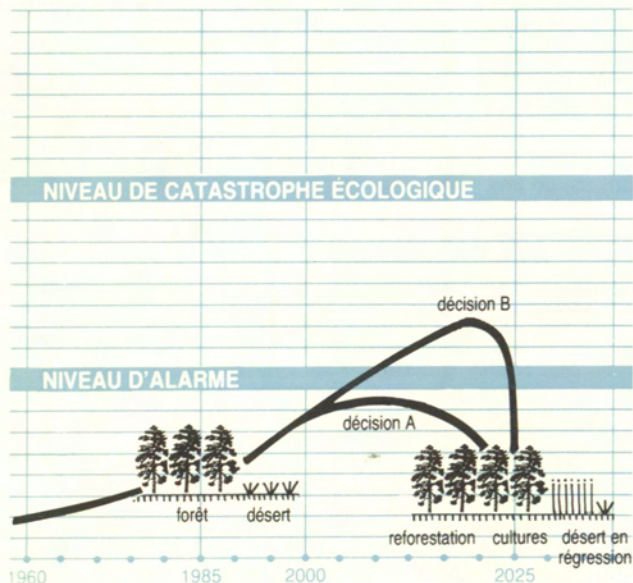
"Les scénarios", fait remarquer M.M. Grenon, Directeur scientifique du Plan Bleu, "peuvent être différenciés selon leur capacité à contrôler ou non de grands problèmes tels que l'emploi, l'agro-alimentaire, la recherche du bien-être et de travail et l'urbanisation".

Tous ces scénarios sont volontairement contrastés. Il est prévu, quand tous les effets divers en auront été bien appréhendés, de combiner tentativement ces scénarios en "scénarios les plus probables".



# UR L'AVENIR

de planifier en conséquence nos politiques environnementales



Les études montrent que la situation à laquelle conduirait le scénario tendanciel en 2025 n'est pas souhaitable. Il faut donc agir sur l'évolution pour atteindre un meilleur objectif.

Les mesures seront généralement d'autant plus coûteuses que les décisions seront prises tardivement (par exemple, le cheminement B est plus coûteux et plus difficile que le cheminement A, et de plus le niveau d'alarme a été franchi).

L'exemple a été emprunté à la forêt. On aurait pu aussi bien prendre la pollution de la mer, ou la qualité des eaux côtières, etc.

Chaque scénario doit comprendre quatre éléments:

- Une image de départ (que la première phase du Plan Bleu a essayé de définir);
- Des hypothèses de développement;
- La marche à suivre pour progresser;
- Une image finale.

Il est évident que les résultats de scénarios ne peuvent pas avoir le même niveau de précision pour les horizons 2000 et 2025, quoique les éléments inclus dans chacun d'entre eux doivent évidemment être cohérents.

La troisième phase "PROPOSER", prévue courte (de quelques mois) a trait à la présentation des discussions des résultats et

des recommandations des experts au Programme des Nations Unies pour l'environnement et aux pays méditerranéens. "Le Plan Bleu" ajoute M. Grenon, "n'est pas un Livre Bleu, il est essentiellement orienté vers l'ACTION".

## PARTICIPATION

Jusqu'à présent, tous les pays méditerranéens ont créé (ou sont sur le point de le faire) un groupe national (composé de représentants de divers ministères et institutions) en vue de formuler les scénarios nationaux en collaboration avec l'Equipe centrale qui se trouve à Sophia Antipolis, siège du Centre d'activités régional du Plan Bleu.

Les deux équipes qui semblent avoir le plus progressé jusqu'à présent sont celle de l'Espagne et de la France.

Le "Groupe de réflexion sur les scénarios méditerranéens" est un groupe ouvert rassemblant une vingtaine de spécialistes de la prospective économique et écologique des pays riverains et se réunissant à peu près tous les six mois.

Les tâches de l'Equipe centrale sont essentiellement:

1. de définir un cadre général pour la préparation des scénarios nationaux construits par les pays eux-mêmes et servant d'éléments d'entrée pour la synthèse des scénarios méditerranéens. Pour ce faire, le groupe doit assurer l'uniformité des approches et la cohérence non seulement entre les secteurs d'activités mais aussi entre les hypothèses de travail;

2. d'entreprendre la préparation d'un certain nombre d'études "horizontales" sur la démographie (y compris les mouvements de population), l'urbanisation, l'agro-alimentaire, le tourisme, les transports, l'énergie et sur les impacts de toutes ces activités sur l'environnement. Ces études, menées par l'Equipe centrale et les groupes de travail devront s'appuyer autant que possible sur certaines études du PAP, du MED POL et contribuer à la vision d'ensemble du Bassin. Elles seront de plus un outil extrêmement utile pour les équipes préparant les scénarios nationaux.

3. d'agrèger les scénarios nationaux dans des scénarios méditerranéens, afin d'aboutir à la rédaction d'un rapport d'ensemble dans lequel seront présentées les hypothèses de travail et les conclusions.

Le rapport final s'adressera à trois catégories d'utilisateurs et par conséquent sera composé de trois parties:

- Un résumé des détails pour les décideurs;
- Une description détaillée complète de la méthodologie, des bases de données, des thèmes, des interactions et des résultats finaux pour les groupes scientifiques et professionnels;
- Un résumé général et vulgarisé pour le grand public.

Les rapports des pays sur leurs scénarios seront prêts en avril - mai 1987 (il s'agit là d'une date - limite provisoire). L'Espagne et la France ont accepté que leurs scénarios soient communiqués en tant qu'exemple à tous les pays de la Méditerranée. Il faut remarquer que les scénarios nationaux seront considérés comme "confidentiels" par le Plan Bleu et ne seront en aucun cas rendus publics sans l'accord du pays intéressé.

Selon le calendrier adopté lors de la réunion des Parties contractantes (Gênes, 9-13 septembre 1985), une première version du rapport de synthèse des scénarios sera remise pour examen en juin 1987 aux Structures focales nationales du Plan Bleu. Une réunion est prévue du 20 au 22 juillet 1987 entre les Points focaux nationaux et les représentants du Groupe de réflexion. A la première version du rapport sera ajoutée une annexe contenant les commentaires des Structures focales nationales afin que les participants de la Cinquième réunion ordinaire des Parties Contractantes, qui aura lieu à Athènes du 7 au 11 septembre 1987, puissent avoir une vue d'ensemble de tout le processus et décider en conséquence.



**Transboundary Air Pollution: Effects and Control** (Pollution atmosphérique transfrontalière: Effets et Contrôle). Rapport préparé dans le cadre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue portée. Air Pollution Studies No 3. Commission économique pour l'Europe, Nations Unies, New-York, 1986.

**Bulletin PAP/CAR** Juillet/Septembre 1986, Vol. 5, No 3.

**Rapport du Groupe de travail sur la surveillance continue globale intégrée des océans au GESAMP et Rapport de la Deuxième réunion du Groupe de travail 24 du GESAMP sur la surveillance continue globale intégrée des Océans (IGOM), Moscou, URSS, 25-29 novembre 1986.**

**Surveillance continue globale intégrée des océans.** Procès-verbal du Premier symposium international (en deux volumes), Leningrad, Gidrometeoizdat, 1986. Ces volumes contiennent les procès-verbaux du Symposium tenu à Tallin, URSS, du 2 au 10 octobre 1986. Il avait été conjointement organisé par la Commission d'Etat de l'URSS pour l'hydrométéorologie et le contrôle de l'environnement naturel, la Commission de l'URSS pour le PNUE, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO et l'Organisation météorologique mondiale.

**Estudios Turísticos No 80.** Ce magazine trimestriel est publié par l'Institut espagnol du tourisme. Avec 140 pages, ce numéro comprend des articles sur le modèle touristique espagnol, la commercialisation de l'industrie touristique, l'importance du tourisme pour l'économie espagnole, "Pourquoi voyager?" - à savoir les raisons qui ont poussé les touristes allemands à voyager en 1982, le Tourisme et la Crise économique.

**Quality of the Environment in Japan, 1985** (Qualité de l'environnement au Japon). Extrait de la préface de Testua Tajima, Directeur de la Division des Affaires internationales de l'Agence pour l'environnement:

"Il s'agit là d'une version résumée du Livre blanc sur l'environnement pour l'année fiscale 1984 (avril 1984-mars 1985), le 17ème rapport annuel du Gou-

vernement du Japon, soumis à la 102ème session de la Diète, conformément à l'article 7 de la loi-cadre sur la lutte contre la pollution de l'environnement. A ce sujet, comment assurer un environnement urbain sûr et confortable est une des tâches majeures des services de l'environnement".

La première partie de ce volume comprend deux chapitres: "Les problèmes d'environnement dans une société en voie d'urbanisation" et "Mesures de grande envergure pour un environnement amélioré".

La deuxième partie consiste en une présentation détaillée de "l'état actuel des problèmes environnementaux et des contre-mesures" et offre un tableau complet de l'environnement japonais. Le manuel est complété par plusieurs annexes. (publié en langue anglaise).

**Wastes in the Ocean** (Déchets dans les océans) Vol. 4, 5 et 6. Trois nouveaux volumes ont été publiés dans la série débutée en 1983, éditée par John Wiley and Sons: "Energy wastes in the Ocean" (vol. 4) de Duedall, Kester, Park et Ketchum, "Deep-Sea Waste Disposal" (Vol. 5), de Kester, Burt, Capuzzo, Park, Duedall et Ketchum et "Nearshore Waste Disposal" (Vol. 6) de Ketchum, Capuzzo, Burt, Duedall, Park et Kester. Les trois premiers volumes de la Série étaient: "Industrial and Sewage Wastes in the Ocean", "Dredged-Material Disposal in the Ocean" et "Radioactive Wastes and the Ocean", publiés par le même groupe (publiés en langue anglaise).



**La Brochure du PAM** est déjà paru e en grec et en serbo-croate, les dernières langues méditerranéennes prévues pour cette brochure. Nous rappelons à nos

**WANTED!**

**DES DIAPOSITIVES ET DES PHOTOS!**  
**\$ 0,00**

Le Plan d'action pour la Méditerranée est à la recherche de diapositives et photos en noir et blanc ou en couleur, dont le sujet a trait au PAM, ses objectifs et ses activités, en vue de les utiliser dans le MEDWAVES et les transmettre aux media. Bien que le PAM soit désolé de ne pouvoir rétribuer les auteurs, il peut assurer que *les sources seront citées et attribuées.*

On ne réclame pas que des histoires d'horreur!

Envoyez-nous aussi des vues positives de l'environnement méditerranéen!

Merci d'avance!

lecteurs que la brochure a été publiée dans les langues suivantes: anglais, français, italien, arabe, espagnol et turc.

**Medio Ambiente en España, 1985.** Publication du Ministère des Travaux Publics et de l'Urbanisme. Il s'agit là d'un rapport très détaillé sur l'état de l'environnement en Espagne. En 324 pages et 24 chapitres, les conditions actuelles et la dynamique sont analysées. Le livre contient des graphiques, cartes, listes d'institutions, tableaux et index de grande valeur et couvrant tous les aspects (publié en langue espagnole).

**Exposés présentés lors de la réunion FAO/PNUE sur la toxicité et la bioaccumulation de substances sélectionnées dans les organismes marins. Rome, 1986.** Il s'agit là des procès-verbaux de la réunion mentionnée ci-dessus, tenue à Rovinj, Yougoslavie, du 5 au 9 novembre 1984. Le volume comprend 23 exposés présentés par des chercheurs de Grèce, Turquie, Tunisie, Italie, Egypte, Yougoslavie, RFA et Royaume-Uni.

## NOUVELLES DU PAM

### EXPOSITION ESPAGNOLE SUR LA MEDITERRANEE

"La Méditerranée vit" a fait le tour de l'Espagne au cours de l'été. Cette exposition très complète, qui avait été organisée sur proposition du Ministre de l'Urbanisme et des Travaux publics de l'Espagne, M. Javier L. Saenz Consculluela, a été présentée à Barcelone, Madrid, Palma de Majorque, Valence, Alicante et Malaga.

Elle comprenait quatre parties: une reproduction à grande échelle de la Méditerranée sur laquelle étaient identifiées les zones de concentration démographique, le tourisme, etc., ainsi que les six centres du PAM (Athènes, Malte, Monaco, Split, Sophia Antipolis, Tunis);

une série de panneaux illustrant les caractéristiques physiques de la Méditerranée; les problèmes de pollution et les besoins de conservation; et la solution-le Plan d'action, décrit dans toutes ses composantes en six panneaux, ainsi que les efforts effectués par l'Espagne et les résultats obtenus;

une série de photographies réalisées par de grands photographes, montrant la variété des paysages du bassin méditerranéen et des cultures de la région;

la présentation d'un enregistrement vidéo dans une salle de projection: un célèbre acteur de cinéma et un chanteur lançaient un appel en faveur de la coopération visant à protéger la Méditerranée et le Ministre décrivait les programmes internationaux et nationaux en cours.

### UN ATLAS DES PLAGES ITALIENNES

Le Conseil national de recherche d'Italie a publié un Atlas des plages italiennes. Cet Atlas comprend cinquante feuillets (à l'échelle 1:100.000) qui rappelle les effets des activités humaines le long des côtes, l'état actuel des zones littorales et leur dynamique. Il est possible de commander des cartes individuelles à S.EL.CA, Srl. Via R. Giuliani 153, 50141 Firenze, au prix de 7.000 lires pièce. Il est également possible

de se procurer toute l'édition reliée au prix de 350.000 lires (TVA non comprise) auprès du C.N.R., Servizio Pubblicazioni P. le A. Moro 7, 00185 Roma.

### DE NOUVELLES REGLEMENTATIONS SUR LA QUALITE DES EAUX DE BAINADE EN CROATIE

A dater du 1er octobre 1986, une nouvelle réglementation sur la qualité des eaux de baignade en République socialiste de Croatie (Yougoslavie) est entrée en vigueur. Elle concerne les paramètres microbiologiques suivants:

Paramètre	Concentration par 100 ml
Coliformes totaux .....	500
Coliformes fécaux .....	100
Streptococques fécaux .....	100

Les concentrations ci-mentionnées ne doivent pas être dépassées dans 80% des échantillons analysés. Les méthodes analytiques utilisées sont celles de culture par filtration sur membrane ou celle à tubes multiples.

Les mêmes réglementations sont pratiquement prêtes pour d'autres républiques du littoral telles que la Slovénie, le Montenegro, la Bosnie et l'Herzégovine.

### UN PRET DE LA BANQUE EUROPEENNE A MARSEILLE

La Banque européenne d'investissements (B.E.I.) a accordé un prêt d'un montant de 100 millions de F.F. pour la construction d'une station d'épuration des eaux usées qui desservira la ville de Marseille et sept municipalités voisines. La station devrait traiter 360.000 m<sup>3</sup> par jour. Le prêt est remboursable en 20 ans. Lors de la réunion sur la coopération, organisée par l'Unité de coordination et convoquée sur l'initiative de la CEE à Bruxelles (septembre 1984), le représentant de la B.E.I. avait mentionné que la Banque s'intéressait à accorder des prêts pour la construction de travaux d'infrastructure visant à protéger la mer Méditerranée de la pollution.

*MEDWAVES, bulletin trimestriel, est publié par l'Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée en anglais et en français. Il se propose d'être un bulletin d'information informel qui ne reflète pas nécessairement les opinions officielles du PAM ou du PNUE.*

*Les nouvelles, les articles et les entretiens peuvent être reproduits librement, avec ou sans référence à MEDWAVES. Cependant, les communications signées ne peuvent être à nouveau publiées qu'avec l'autorisation de l'auteur.*

*Si vous désirez proposer un article sur un sujet relatif aux sciences marines, prière de vous adresser à: Spyros Vretos, Rédacteur-en-chef, MEDWAVES, Unité de coordination du Plan d'Action pour la Méditerranée, 48 ave. Vassileos Konstantinou, 116 35 Athènes, Grèce. Tél. (00301) 723.6586, Télex 222611 MEDU-GR*



## LE CALENDRIER DES REUNIONS DU PAM

### JANVIER - MAI 1987

Réunion consultative sur les mesures à proposer pour la prévention de la pollution par le mercure et le cadmium	7 janvier Athènes
Réunion consultative sur l'évaluation du Programme de surveillance continue et de recherche en matière de pollution en Méditerranée (MED POL)	8-9 janvier Athènes
Comité consultatif inter-agences pour le MED POL (CCIA-XX)	12-16 janvier Athènes
Réunion consultative sur l'aquaculture	2-4 février Rome
Réunion d'évaluation du ROCC	23-27 février Malte
Réunion d'experts sur le gestion des ressources en eau - Elaboration de lignes directrices	2-3 mars Split (non confirmé)
Réunion sur les méthodes appropriées d'évaluation de l'eutrophisation et d'identification des zones très eutrophiées	2-6 mars Bologne
Septième réunion du Comité d'orientation du Plan Bleu	10-11 mars Le Caire
Réunion d'experts sur les déchets solides et liquides	11-13 mars Split (non confirmé)
Réunion du Bureau	25-26 mars Istanbul
Journées d'étude sur les établissements historiques - Méthodologie	18-20 mars Marseille
Réunion d'experts sur le gestion des déchets solides-Manuel	1-2 avril Split
Cinquième réunion du Groupe de travail sur la coopération scientifique et technique pour le MED POL	6-10 avril Athènes
Séminaire sur la protection des sols	15-17 avril Split
Réunion sur la contribution des programmes d'assistance bilatéraux et multilatéraux aux objectifs du Plan d'action pour la Méditerranée	22-24 avril Malaga (non confirmé)
Journées d'étude sur la planification intégrée - Eléments d'une méthodologie commune à la Méditerranée	6-8 mai Split

# NOS FRERES DU NORD NOTRE FAMILLE DU SUD

*Les états côtiers de la Méditerranée ne sont pas les seuls à avoir joint leurs efforts en vue de préserver leur milieu marin. Des pays dans le monde entier élaborent des Plans d'action régionaux. Nous considérons ces projets comme nos "frères" (et comme nous sommes un des plus anciens, nous les appellerons nos "cadets").*

*Puisque nous avons récemment reçu quelques documents concernant deux de ces plans, nous avons choisi de leur réserver un peu de place (au lieu de simplement les insérer dans la rubrique "publications"). Nous ferons sans aucun doute de même pour nos autres "parents". En attendant, chère Famille, il est bon de savoir que nous ne sommes pas seuls.*

**L**ES ETATS de la mer Baltique ont signé la Convention sur la protection de l'environnement marin de la mer Baltique en 1974. La Commission a entre autres devoirs, comme le stipule la Convention, par exemple de recevoir, traiter, résumer, diffuser les informations techniques et statistiques appropriées afin de promouvoir des mesures de protection de l'environnement marin dans la zone de la mer Baltique. Les Parties contractantes s'engagent aussi à offrir leur soutien ou à contribuer aux programmes visant à élaborer les façons et moyens d'évaluer la nature et l'étendue de la pollution, les voies, les expositions, des risques et remèdes dans la région de la mer Baltique.

La Commission pour la protection de l'environnement marin de la mer Baltique ou Commission d'Helsinki, au cours de sa seconde réunion en février 1981, a décidé de créer un Groupe d'experts *ad hoc* chargé d'évaluer l'état du milieu marin de la mer Baltique (GEA). Lors de la troisième réunion qui s'est tenue en février 1982, la Commission a approuvé le plan d'action du Groupe, tel qu'il lui était proposé par le Comité scientifique et technique, y compris la préparation de la première évaluation périodique de l'état du milieu marin de la mer Baltique.



## LES ETATS BALTIQUES

L'un des signes de changements positifs observés dans l'environnement marin de la mer Baltique au cours des cinq dernières années est une diminution des concentrations de DDT chez les poissons et les oiseaux, grâce aux mesures efficaces prises par les états riverains de la mer Baltique. Un autre signe a été la diminution générale des PCB détectés dans certaines zones. Les concentrations en métaux dans la haute mer de cette région sont comparativement faibles, si l'on tient compte

de la teneur élevée en eau douce de ces eaux. Ce qui indique que les effets de la contribution anthropogénique aux concentrations de métaux en trace dans la haute mer Baltique ne sont pas trop élevés. En général, les niveaux de mercure dans les poissons de haute mer Baltique sont comparables aux niveaux naturels de la mer du Nord centrale et de l'Atlantique Nord.

Au cours de la période étudiée, il n'a pas été enregistré d'effets négatifs importants des hydrocarbures, bien qu'une pollution accidentelle et chronique par les hydrocarbures ait provoqué des dommages locaux à l'écosystème. Les changements négatifs les plus importants du milieu marin observés lors de la présente évaluation sont ceux concernant la tendance à une augmentation des concentrations en nutriments, menant à une diminution plus fréquente des ressources en oxygène et à l'apparition d'acide sulphydrique dans les parties profondes de la Baltique proprement dite. De plus, des proliférations exceptionnellement anormales d'algues sont apparues dans la mer de Kattegat et le Belt. Les proliférations ont provoqué une déplétion d'oxygène dans les eaux proches du fond ainsi que la mort de la faune du fond dans de plus vastes zones.

**L**'IDEE d'un Programme régional de gestion de l'environnement Pacifique Sud a été lancé par la Commission du Pacifique Sud en 1974. Des consultations menées entre cette Commission et le PNUE ont conduit en 1975 à proposer d'organiser une Conférence du Pacifique Sud sur l'environnement humain. Le Bureau pour la coopération économique du Pacifique Sud et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique se sont vite joints à l'initiative de la Commission du Pacifique Sud et le PNUE a soutenu le développement de ce qui allait devenir le Programme régional de l'environnement du Pacifique Sud, faisant partie du Programme des mers régionales. Parmi les nombreuses activités entreprises, les Parties contractantes ont récemment examiné une stratégie d'actions pour les aires protégées dans la région du Pacifique Sud. L'"ENVIRONMENT NEWSLETTER" (no. 5, avril-mai 1985) nous informe que:

Lors de la Troisième conférence du Pacifique Sud sur les réserves et parcs nationaux



## LES ETATS INSULAIRES DU PACIFIQUE

tenu à Apia, Samoa occidentale en 1985, une Stratégie d'action régionale soulignant les mesures pratiques et spécifiques à prendre pour établir et gérer un système d'aires protégées dans la région du Pacifique Sud a été adoptée. La Stratégie d'action a pour objet de donner des lignes directrices pour le développement

et la mise en œuvre de politique de conservation de la nature et de gestion des aires protégées dans la région pour les quatre années à venir; elle sera examinée lors de la Quatrième conférence du Pacifique Sud sur les réserves et parcs nationaux qui se tiendra en 1989. Les grands objectifs de la Stratégie d'action qui devraient être atteints pour 1989 sont les suivants:

- i. l'établissement d'au moins une zone protégée dans chaque pays et territoire de la région;
- ii. Un accroissement de 40% du nombre des écosystèmes protégés; et
- iii. l'établissement de 50 nouvelles aires protégées dans la région.

Chargé de la Stratégie d'action, le Programme régional du Pacifique Sud pour l'environnement formule son propre programme de travail pour la période 1986-1989, en se fondant sur les exigences prioritaires et immédiates de ses pays-membres, soumises à la Conférence d'Apia.